

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES COMMUN À TOUS LES LOTS (CCAP)

(CCAP N° PPCI-2025-001)

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Direction interdépartementale des routes Nord-Ouest

Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)

M. le Directeur interdépartemental, par délégation de signature de M. le Préfet coordonnateur des itinéraires routiers, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime, par arrêté n°2025-25 du 16/09/2025

Objet du marché

Accords-cadres à bons de commande relatifs à la fourniture et à la mise en œuvre de produits de marquage de la signalisation horizontale sur le réseau routier national géré par la DIR Nord-Ouest :

Lot n°1 – District Normandie Centre

Lot n°2 – District Manche-Calvados

Lot n°3 – District de Rouen

Lot

N° :

:

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

| | Pages |
|---|-----------|
| ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES..... | 5 |
| 1-1. Objet du marché..... | 5 |
| 1-2. Décomposition en tranches et en lots..... | 7 |
| 1-3. Intervenants et forme des notifications..... | 7 |
| 1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel..... | 11 |
| 1-4.3. RGPD (Règlement général sur la protection des données)..... | 11 |
| 1-5. Contrôle des coûts de revient..... | 11 |
| 1-6. Dispositions générales..... | 11 |
| 1-7. Clauses de réexamen du marché public..... | 16 |
| 1-8 Ordres de service..... | 16 |
| 1-9. Propriété intellectuelle..... | 16 |
| ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ..... | 16 |
| ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES..... | 17 |
| 3-1. Tranche(s) optionnelle(s)..... | 17 |
| 3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes..... | 17 |
| 3-3. Variation dans les prix..... | 22 |
| 3-4. Modalités particulières de paiement..... | 23 |
| 3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives..... | 24 |
| 3-6. Augmentation du montant des travaux..... | 24 |
| ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES..... | 24 |
| 4-1. Durée du marché et délais d'exécution..... | 24 |
| 4-2. Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots..... | 24 |
| 4-3. Pénalités pour retard d'exécution – Primes d'avance..... | 25 |
| 4-4. Autres pénalités..... | 26 |
| 4-5. Interventions urgentes..... | 28 |

| | |
|--|-----------|
| ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ..... | 28 |
| 5-1. Retenue de garantie..... | 28 |
| 5-2. Avances..... | 28 |
| ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS..... | 29 |
| 6-1. Provenance des matériaux et produits..... | 29 |
| 6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt..... | 29 |
| 6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits. | 30 |
| 6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage..... | 30 |
| ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES..... | 30 |
| 7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)..... | 31 |
| 7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux..... | 31 |
| 7-4. Piquetage général..... | 31 |
| ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.... | 31 |
| 8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux..... | 31 |
| 8-2. Études d'exécution des ouvrages..... | 33 |
| 8-3. Échantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément..... | 33 |
| 8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers..... | 33 |
| 8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé..... | 39 |
| 8-6. Registre de chantier..... | 39 |
| ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX..... | 39 |
| 9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux..... | 39 |
| 9-2. Réception..... | 40 |
| 9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage..... | 40 |
| 9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages..... | 40 |
| 9-5. Documents fournis après exécution..... | 40 |
| 9-6. Délai de garantie..... | 41 |
| 9-7. Garanties particulières..... | 41 |
| ARTICLE 10. RÉSILIATION..... | 43 |
| ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION..... | 44 |
| 11-1. Public éligible..... | 45 |
| 11-2. Modalités d'exécution "Autre considération sociale"..... | 46 |

| | |
|--|-----------|
| 11-3. Dispositif d'accompagnement des entreprises..... | 49 |
| 11-4. Globalisation des actions d'insertion..... | 49 |
| 11-5. Les modalités de contrôle, suivi et évaluation..... | 50 |
| ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX..... | 50 |

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le Code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché

La présente consultation concerne la fourniture et la mise en œuvre de produits de marquage de la signalisation horizontale sur le réseau routier national géré par la DIR Nord-Ouest.

Ces accords-cadres mono-attributaires concernent aussi bien les travaux de repassage (entretien) que de rétablissement (sur enrobé neuf), de la signalisation horizontale. Dans les deux cas, ils font principalement appel aux techniques à base d'enduit à chaud (pulvérisé ou rideau) pour les lignes longitudinales les plus sollicitées que sont les bandes d'axe et de rives droite. Les produits Visibles de Nuit par Temps de Pluie (VNTP), de type a ou b, seront l'essentiel des besoins de la DIRNO en rétablissement. Les Dispositifs d'Alerte Sonore (DAS) seront également mis en avant durant la période 2025-2029, en barrettes, noires ou blanches, ainsi que les DAS engravés, en particulier sur autoroutes.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : l'ensemble du réseau routier national non concédé géré par la DIR Nord-Ouest. Cela comprend : les routes, les ouvrages d'art, les voiries annexes, les aires, le patrimoine immobilier, etc.

Le marché comprend 3 lots géographiques décomposés de la façon suivante (cf. carte en annexe n°1 au CCTP) :

- Lot n°1 - District Normandie - Centre : RN 10 (28, 37 et 41), RN 12 (27, 28 et 61), RN 13 (27 et 78), RN 123 (28), RN 154 (28), RN 254 (27 et 28), RN 1013 (27) et RN 1154 (28) ;
- Lot n°2 - District Manche - Calvados : A 84 (14 et 50), RN 13 (14 et 50), RN 158 (14), RN 174 (50), RN 175 (50), RN 176 (50) et RN 814 (14) ;
- Lot n°3 - District de Rouen : A 28 (76 et 80), A 150 (76), A 151 (76), RN 27 (76), RN 28 (76), RN 31 (76 et 60), RN 138 (76), RN 338 (76) et RN 1338 (76) et RN 2027 (76).

Les prestations font l'objet d'accords-cadres à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

Selon les prestations et cela sera précisé dans chaque bon de commande :

- elles seront soumises aux dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 complétant le Code du Travail, articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11. En conséquence l'attention des candidats est attirée sur les stipulations

- de l'article 7-6 du Cahier des Clauses Administratives Particulières,
- ou elles relèveront de la catégorie 2 ou 3 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993). Cela concernera notamment les prestations de travaux de pose ou de dépose réalisées en fonction des enjeux de coordination des interventions à réaliser.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par le chef du service des politiques et des techniques ou le chef de district du lot concerné ou leurs représentants.

Elles sont passées dans les conditions suivantes :

- les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 08 h au vendredi 16 h, par courrier électronique ; le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum d'une heure par renvoi en courrier électronique du bon de commande portant la date et l'heure de réception ; le rapport de transmission automatique à l'acheteur fera foi en cas de contestation ;
- chaque bon de commande (ou OS de notification) précise :
 - Les références du marché ;
 - Le lieu d'exécution ;
 - La désignation des prestations commandées ;
 - Les indications d'unité et de prix unitaire ou forfaitaire en référence au bordereau des prix ;
 - Les quantités commandées par prestation ;
 - Le montant H.T. par prestation ;
 - Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
 - La durée et la date de commencement de la période de préparation ;
 - Le délai d'exécution des travaux ;
 - Le nom du CSPS le cas échéant ;
 - Le nom du maître d'oeuvre le cas échéant (si la mission est externalisée).

Dans le cas où la durée de la période de préparation fixée dans un bon de commande n'est pas de deux mois, il est dérogé à l'article 28.1 du CCAG.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

L'attention des candidats est attirée sur les dispositions relatives aux interventions urgentes définies à l'article 4-5 du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

1-1.3. Clause de non exclusivité

Ce marché concerne les opérations de travaux pour lesquelles la DIR Nord-Ouest assure la maîtrise d'ouvrage, à exception des situations suivantes :

- exclusion des travaux réalisés dans le cadre des opérations faisant l'objet d'une justification d'exception au principe d'allotissement (impossibilité d'identifier des prestations distinctes, impossibilité d'assurer l'organisation, le pilotage et la coordination du marché, allotissement qui entraînerait une restriction de la concurrence, qui ajouterait de la complexité à l'exécution des prestations, ou qui rendrait les prestations plus coûteuses pour l'acheteur).

Par ailleurs, le représentant de l'acheteur peut décider, sans que cela ne revête une obligation, de recourir à un support contractuel distinct du présent accord cadre pour des interventions d'un montant global strictement inférieur à 40 000 € HT.

Le recours au cas de non exclusivité susmentionné ne saurait donner lieu à une quelconque indemnisation des titulaires.

1-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

L'opération de travaux est allotie, la consultation porte sur 3 lots désignés ci-après qui seront traités par **marchés à lots séparés** :

| Désignation des lots | |
|----------------------|---------------------------|
| Lot n°1 | District Normandie-Centre |
| Lot n°2 | District Manche-Calvados |
| Lot n°3 | District de Rouen |
| | |

1-3. Intervenants et forme des notifications

1-3.1. Mandataire du maître d'ouvrage

Sans objet.

1-3.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.3. ci-après.

1-3.3. Conduite d'opération

Sans objet.

1-3.4. Maîtrise d'œuvre

Au sein de la maîtrise d'ouvrage, la fonction de maîtrise d'œuvre études est assurée par le service des politiques et des techniques (SPT), pôle patrimoine chaussée et immobilier, et la maîtrise d'œuvre travaux par le district concerné.

Elle peut aussi être externalisée partiellement ou totalement ; le cas échéant, cela sera précisé par le maître d'ouvrage.

Sauf stipulations contraires, la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur est réalisée par le maître d'œuvre.

1-3.5. Contrôle technique

Une mission de contrôle technique pourra être mise en place dans le cadre du contrôle extérieur du maître d'ouvrage. La mission sera définie pour chaque opération le justifiant.

1-3.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

Les missions de coordination en matière de SPS ne concerneront que les chantiers où il y aura une coactivité. Le bon de commande le précisera à l'entreprise.

Il est désigné dans le présent marché sous le nom de « coordinateur SPS ».

Un plan de prévention sera établi par l'exploitant pour les interventions de l'entreprise seule sous sa protection.

1-3.7. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Sans objet.

1-3.9. Représentation du pouvoir adjudicateur

Pour l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par M. le directeur interdépartemental des routes Nord-Ouest.

Pour l'assister dans le cadre de ses engagements liés au marché comme pour l'exécution de ce dernier, le pouvoir adjudicateur s'appuie sur le service des politiques et techniques (SPT), représenté par son responsable.

Le SPT intervient donc directement dans le cadre des actes ayant un impact sur le programme des travaux, l'enveloppe financière prévisionnelle et les engagements passés avec le maître d'œuvre et les entreprises.

À ce titre, il est chargé :

a) au regard de la loi MOP

1° de la définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et exécuté ;

2° de l'approbation des avant-projets et accord sur le projet ;

3° de la préparation du choix de l'entrepreneur, de la signature du contrat de travaux, après approbation du choix de l'entrepreneur par le pouvoir adjudicateur, et de la gestion du contrat de travaux ;

4° du versement de la rémunération de la mission de maîtrise d'œuvre et des travaux ;

5° de la réception de l'ouvrage.

b) au regard du CCAG Travaux

6° la réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande (CCAG art. 3.6.1.5) ;

7° la réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article 14.1 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, relative à la sous-traitance (CCAG art. 3.6.2.4) ;

8° la réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects (CCAG art. 3.6.2.6) ;

9° la réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'œuvre et la fixation de la date des constatations (CCAG art. 12.6) ;

10° l'information par le titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le maître d'œuvre (CCAG art. 13.2.2) ;

11° la réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général (CCAG art. 13.4.2) ;

12° la réception du décompte général (CCAG art. 13.4.4) ;

13° la communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial (CCAG art. 27.3.1) ;

14° la réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L4532-9 du code du travail. (CCAG art. 28.3) ;

15° la réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du maître d'œuvre (CCAG art. 41.1.2) ;

16° la réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du maître d'œuvre (CCAG art. 41.1.2) ;

Le District faisant l'objet du lot désigné en première page du présent CCAP, représenté par son chef, est désigné responsable du contrôle, du suivi et de l'exécution du marché (RCSEM) pour cette opération. Ses attributions sont les suivantes :

1° signature des ordres de service (article 2 du CCAG) ;

2° notification des décisions du représentant du Pouvoir adjudicateur ;

3° réception des demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement (article 3.6.1.1 du CCAG) ;

4° réception du projet de décompte mensuel (art 13.1.1 du CCAG) ou de l'état permettant de l'établir ou du message électronique en tenant lieu, et du projet de décompte final (art 13.3.2 du CCAG) ;

5° établissement de l'état de calcul et de versement des intérêts moratoires ;

6° envoi de la lettre de suspension du délai de paiement et réception des justifications complémentaires nécessaires au mandatement ;

7° acceptation ou modification des fiches administratives et financière globales ;

8° acceptation ou rectification du projet de décompte mensuel fourni par le titulaire (art 13.1.9 du CCAG) ;

9° établissement de l'état d'acompte mensuel (art 13.2.1 du CCAG) et de l'état du solde (art 13.4.1) ;

10° réception des demandes de paiement des sous-traitants accompagnées des factures, accusé de réception ou récépissé du titulaire ;

11° notification de la copie des factures des sous-traitants au titulaire ;

12° notification des prix provisoires (art 14.4 du CCAG) ;

13° réception de l'avis du titulaire portant la date probable à laquelle la masse des travaux atteindra la masse initiale (art 15.4 du CCAG) ;

14° négociation avec le titulaire des prolongations de délai d'exécution (article 19.2 du CCAG) ;

15° notification des prolongations de délai d'exécution pour causes d'intempéries (art 19.2.3 du CCAG) ;

16° constatation des retards préalables à l'application des pénalités et retenues (art. 20.1 du CCAG) ;

17° autorisation concernant les matériaux et produits (art. 21 à 26 du CCAG) ;

18° visa du programme d'exécution (art. 28.2 du CCAG) ;

19° approbation des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail s'il y a lieu (art 29.1 du CCAG) ;

20° réception des vérifications exercées par le titulaire sur les documents fournis par le maître d'œuvre s'il y a lieu (art 31.4 du CCAG) ;

21° mise en œuvre concernant l'inobservation par le titulaire des prescriptions relatives à l'hygiène et la sécurité des chantiers et mise en œuvre des mesures d'urgence s'il y a lieu (art. 31.4 du CCAG) ;

22° mise en œuvre concernant l'inobservation par le titulaire des prescriptions relatives à la signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique et mise en œuvre des mesures d'urgence s'il y a lieu (art. 31.6 du CCAG) ;

23° réception des documents fournis après exécution s'il y a lieu (art. 40 du CCAG) ;

24° réception de l'avis concernant la date à laquelle les travaux ont été achevés ou le seront (art. 41.1 du CCAG) ;

25° initiative des opérations préalables à la réception et proposition des réfections éventuelles (art. 41 du CCAG).

Délégation est donnée par le RCSEM aux chefs de Centre d'entretien et d'intervention sous son autorité, pour exercer, chacun pour ce qui le concerne, les fonctions suivantes :

1° initiative de la constatation ou satisfaction d'une demande de constatation présentée par le titulaire (art. 12.2 du CCAG) ;

2° fixation de la date des constatations (art. 12.4 du CCAG) ;

3° rédaction et signature des constats ;

4° exécution s'il y a lieu avec le titulaire du piquetage général, du piquetage spécial et établissement du procès verbal de piquetage (art. 27 du CCAG) ;

5° réception des informations concernant les engins de guerre, matériaux objets ou vestiges trouvés sur les chantiers (art. 32 et 33 du CCAG) ;

6° établissement de l'état des lieux contradictoire en cas de réception partielle et de mise à disposition de certains ouvrages ou partie d'ouvrages s'il y a lieu (art. 42 et 43 du CCAG).

1-3.10. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations , les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage procédera à la notification de toutes les informations au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire) par courriel. Le destinataire devra adresser un courriel en retour, valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, la date et l'heure de réception mentionnées sur le récépissé de transmission du courriel sont considérées comme celles de la notification.

Dans le cas où le destinataire n'accuserait pas réception de l'information dans les huit jours à

compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commence(nt) à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-4.1. Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4-4.15 du présent CCAP.

1-4.2. Sites sensibles

Sans objet.

1-4.3. RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.4.9 du présent CCAP.

1-5. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-6. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme

en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1-6.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RMO, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RMO, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-6.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du

présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

" J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. "

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-6.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 46.3 du CCAG.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du

code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

À défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4-4.6.

1-6.3. Responsabilités et Assurances

1-6.3.1 Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du Code civil.

1-6.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

1-6.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale :

Sans objet.

1-6.3.4 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) attributaire(s) du(es) marché(s) aura(ont) fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution de son(leur) marché, le(s) titulaire(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du maître d'ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de

son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1-6.4. Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier à chaque titulaire la réalisation de prestations similaires à celles de leur marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R.2122-7 du CCP.

1-6.5. Clauses sociales et environnementales

1-6.5.1. Clauses sociales

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et progrès social.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 11 ci-après qui fait l'objet d'un article dans l'acte d'engagement.

1-6.5.2. Clauses environnementales

Conformément aux articles n°7 et 20.2 du CCAG, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

À cet effet, le titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

Les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Ces conditions sont les suivantes :

- organisation des prestations de manière à limiter l'impact environnemental des déplacements ;
- respect des dispositions du Schéma Organisationnel de la GEstion des Déchets (SOGED) ;
- pendant les trajets sur les voiries, le titulaire s'assurera qu'aucun déversement provenant de ses engins (eau, déchets, huile, etc.) ne se produira sur les chaussées ;
- un bilan des émissions de gaz à effet de serre des prestations.

Il sera fait application de l'article 36 du CCAG Travaux pour les dispositions relatives à la gestion des déchets de chantier. Les déchets devront faire l'objet d'un suivi numérique des déchets dans les applications TrackDéchets et RNDTS conformément à l'article 2-4 du CCTP.

1-6.6. Autres dispositions générales

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

1-7. Clauses de réexamen du marché public

Les clauses de réexamen du marché public seront les suivantes :

- ajout de prestations de marquage routier ;
- Mise en œuvre de produits nouveaux ou innovants.

Conformément aux dispositions des articles L2194-1, R9124-2 et R9124-3 du CCP, le marché pourra faire alors l'objet d'un avenant à partir d'une proposition de l'entreprise faisant apparaître notamment la description des prestations supplémentaires ou modifiées, éventuellement décomposées, rendues nécessaires par ces circonstances.

1-8 Ordres de service

L'ordre de service est la décision du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

Les modalités de coopérations entre le Maître d'ouvrage et le Maître d'Œuvre seront formalisées au plus tard durant la période de préparation.

1-9. Propriété intellectuelle

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

A - Pièces particulières :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le présent CCAP, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi ;
- Le bordereau des prix, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO

fait seul foi ;

- Les Plans Généraux de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) établis à la demande par le coordonnateur SPS ;
- Les plans d'assurance qualité dans leur dernière version visée par le maître d'œuvre ;
- Les Schémas d'Organisation de la GEstion des Déchets de chantier (SOGED) dans leur dernière version visée par le maître d'œuvre ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

B - Pièces générales :

- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP ;
- L'instruction interministérielle sur la signalisation routière, 7ème partie “ Marques sur Chaussées ” et 8^{ème} partie « Signalisation temporaire » ;
- Les manuels du Chef de chantier relatifs à la signalisation temporaire des chantiers ;
- les normes, publications et recommandations visées par le CCTP.

C– Engagements Unilatéraux

À l'appui de son offre, le titulaire a présenté les documents suivants :

- Le mémoire justificatif et explicatif en toutes ses composantes, remis à l'appui de l'offre ;
- Les décompositions et sous-détails de prix.

Ces documents constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre qui pourront par conséquent à tout moment, exiger du titulaire le strict respect des dispositions contenues dans ces documents.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du titulaire, il ne lui confère pas droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les ouvrages différeraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents.

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des

prescriptions définies dans les pièces du marché :

- En tenant compte des sujétions résultant de l'exploitation du domaine public routier précisées à l'article 8-5 du présent CCAP ;
- En tenant compte des contraintes liées à l'avancement de l'atelier de mise en œuvre des enrobés dans le cas des chantiers de rétablissement du marquage ;
- En tenant compte des dépenses liées à l'élaboration et au suivi d'un PAQ ;
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur et au SOSED ;
- En tenant compte des sujétions et contraintes particulières suivantes permettant de minimiser la gêne à l'usager :
 - La possibilité de prévoir dans son organisation, l'intervention de plusieurs équipes, sur demande du maître d'œuvre, pour respecter les délais indiqués dans les bons de commande ;
 - La possibilité de réaliser concomitamment plusieurs opérations implantées sur tout le territoire de la direction interdépartementale des routes Nord-Ouest et conformément à l'allotissement du présent marché ;
 - La possibilité de coordonner les interventions avec d'autres travaux, extérieurs ou non au présent marché (par exemple entretien de la chaussée, de l'assainissement, des équipements, des dépendances...) et d'imposer plusieurs phases de travaux successives (par exemple travaux par demi-chaussées par exemple) ;
 - Les opérations ayant un impact sur la circulation devront être programmées au minimum un mois avant le début des travaux ;
 - Des restrictions de la circulation liées aux interdictions de travaux pendant les journées hors chantier définies par arrêtés préfectoraux et étendues à tous les transports de chantier pour ces journées sur l'ensemble des voies publiques ;
 - Pour les travaux réalisés de nuit, du matériel spécifique aux travaux de nuit (éclairage notamment), et si nécessaire, de la redondance de certains matériels pour pouvoir faire face aux défaillances les plus courantes ;
 - De la nécessité de prendre en compte la problématique des travaux sous circulation et notamment les contraintes inhérentes à la mise en place de balisages sur les voies de circulation ;
- En tenant compte des plages horaires d'intervention pour l'exécution des prestations du présent marché suivantes :
 - De 06h00 à 21h00 pendant la journée, du lundi au vendredi, jours fériés exclus, pour les interventions de jours ;
 - De 21h00 à 06h00 pendant la nuit, du lundi soir au vendredi matin, pour les interventions de nuit ;

Ces plages horaires peuvent être réduites en particulier en milieu urbain.
Cette distinction est indépendante des horaires effectifs de balisage.
- En tenant compte, pour les prestations faisant référence à des journées, demi-journées, nuits et demi-nuits de travail que :
 - Une demi-journée s'entend comme une période d'une durée maximale de 4 heures comprise entre 06h00 et 21h00 ;
 - Une journée s'entend comme une période d'une durée maximale de 8 heures comprise entre 06h00 et 21h00 ;
 - Une demi-nuit s'entend comme une période d'une durée maximale de 4 heures comprise entre 21h00 et 06h00 ;

- Une nuit s’entend comme une période d’une durée maximale de 8 heures comprise entre 21h00 et 06h00.
- En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu’ils ne dépassent pas les valeurs suivantes :
 - nombre de jours de gel à -10°C constaté pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteint au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;
 - la hauteur cumulée des précipitations mesurée pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;
 - la hauteur cumulée des couches de neige pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;
 - la vitesse instantanée maximale du vent pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché.

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels : station Météo France la plus proche du chantier considéré.

3-2.2. Outre les facilités dont pourrait bénéficier l’entreprise pour l’installation de ses chantiers, en application du 8-4.1 ci-après, le maître d’ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

3-2.3. Les ouvrages ou prestations faisant l’objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

Tout prix nouveau fait l'objet d'un OS signé dans les conditions de l’article 3-5 ci-dessous et de l’article 13 du CCAG ou d'un avenant.

En l’absence de la décision prévue à l’article 14.4.2 et par dérogation à l’article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant ou une décision de poursuivre signée par le RMO.

3-2.4. Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix

Dans les vingt jours à compter de la demande du maître d’œuvre par ordre de service, le titulaire fournira :

- une décomposition de tous les prix forfaitaires ;
- un sous-détail de tous les prix unitaires.

3-2.5. Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le système de gestion et d’exécution des marchés du ministère (GEMME) sur lequel le titulaire du marché peut obtenir toute information souhaitée auprès du maître d’œuvre.

Pour la bonne utilisation de ce système, il est dérogé aux 1.1, 1.7 et 3.1 de l'article 12 du CCAG travaux dans les conditions suivantes :

A. Décomptes et acomptes mensuels

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet uniquement au maître d'œuvre un projet de décompte mensuel assorti du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché. Il contient pour les travaux à l'entreprise, une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs. Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

Le projet de décompte mensuel, établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre qui le transmet au système GEMME. Le système édite en application des clauses du marché, le décompte et l'état de règlement.

Le maître d'œuvre notifie au titulaire, par ordre de service, l'état de règlement, l'état de prestations et le projet de prestation mensuel à utiliser le mois suivant. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle de l'état d'acompte mensuel tel que défini à l'article 12.2.1 du CCAG travaux.

B. Décompte final

Le titulaire valide et adresse simultanément au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, sous 30 jours à compter de la notification de la décision de réception des travaux, le projet de décompte final établi par GEMME indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées. Ce projet de décompte final prend en compte les prestations afférentes au dernier mois d'exécution. Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des cotraitants.

Ce projet de décompte final tient lieu de projet de décompte final mentionné au CCAG travaux.

Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves et/ou réclamations antérieures de sa part.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre, qui le transmet au système GEMME. Le système édite alors le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général.

Ce décompte général est établi avec les derniers index de référence connus.

Sous 10 jours à compter de la connaissance des index définitifs, un calcul du solde des révisions est effectué et notifié au titulaire. Le paiement de ce montant intervient dans le délai défini à l'article 3-2.6 du présent CCAP.

Si le RMO n'a pas notifié le décompte général dans les délais stipulés à l'article 13.4.2 du CCAG, par dérogation au 12.4.4 du CCAG, le titulaire met en demeure le RMO d'y procéder avec copie au maître d'œuvre. L'absence de notification au titulaire du décompte général, signé par le RMO dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif.

Un décompte final doit être établi pour la période initiale et chaque reconduction du marché.

À l'issue de chaque période, si le montant minimum du marché n'est pas atteint, le titulaire a droit à l'indemnisation prévue à l'article 15.2 du CCAG.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le pouvoir adjudicateur de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le représentant du pouvoir adjudicateur peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du pouvoir adjudicateur paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

3-2.6. Modalités de transmission et de paiement

3-2-6-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme " facture " désigne dans le présent marché " le projet de décompte ".

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'Etat.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET du maître d'œuvre
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

3-2-6.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-2.7. Approvisionnements

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG, il n'est pas prévu de prise en compte des approvisionnements dans le versement des acomptes.

3-2.8. Répartition des dépenses communes de chantier

Les stipulations du CCAG sont applicables.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-3.1. Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence ***I*** choisi en raison de sa structure pour la révision des travaux faisant l'objet du marché de **l'ensemble des lots** sont :

| Index | Désignation | Identifiant | Lien |
|-------|--------------------------------------|-------------|---|
| TSH | Travaux de signalisation horizontale | 1738995 | https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001738995 |

Il est publié :

- sur le site internet de l'INSEE.

Par dérogation aux articles 12.2.1 et 19.4 du CCAG, la variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

La variation des prix ne s'applique pas aux retenues, ni aux indemnités, **autres que de dédit ou d'attente**.

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence ***I*** prise au mois d'établissement des prix

I_n = Valeur de l'index de référence ***I*** prise au mois de réalisation des prestations

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités ne constituent pas la contrepartie d'une livraison de biens ou d'une prestation de service. Elles sont donc situées hors du domaine d'application de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également autoliquider la TVA correspondante.

3-4. Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une **demande de paiement** via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre (cadre de facturation A10). Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter ;
- Dans le cadre des marchés de travaux, conformément à l'article 12.5.1 du **CCAG Marchés de travaux**, la **maîtrise d'œuvre** reçoit la demande de paiement du sous-traitant ;
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant ;
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée à la MOE ;
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;

- Le maître d’ouvrage informe le titulaire des paiements qu’il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d’établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l’avenant ou l’acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d’ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu’il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d’établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n’a pas prévu de prix fait l’objet d’un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau. Cet OS fait suite à une consultation du titulaire par le maître d’œuvre et à un accord du maître d’ouvrage.

Par dérogation à l’article 3.8.1 du CCAG, le maître d’œuvre peut émettre des ordres de service sur des prix nouveaux sans validation du maître d’ouvrage dans la mesure où le montant des travaux n’est pas dépassé, ceci sous réserve qu’un point d’accostage à fin du marché soit présenté par le titulaire au maître d’œuvre.

Par dérogation à l’article 13.5 et dans le silence du titulaire 30 jours après la délivrance de l’OS, les prix provisoires deviennent définitifs après notification par ordre de service du maître d’ouvrage.

3-6. Augmentation du montant des travaux

En l’absence de la décision prévue à l’article 14.4.2 et par dérogation à l’article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans notification d’un OS préalable du maître d’œuvre pris avec accord du maître d’ouvrage.

Cet OS précise a minima le nouveau montant contractuel global autorisé.

En application de l’article 14.5 le maître d’œuvre fait part au titulaire de l’estimation prévisionnelle qu’il fait de ce nouveau montant et des conséquences éventuelles sur le délai d’exécution du marché.

Les travaux qui seront exécutés au-delà de ce nouveau montant contractuel ne seront pas payés.

ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D’EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l’article 19.2.1 du CCAG, le titulaire n’est exonéré d’aucune pénalité.

4-1. Durée du marché et délais d’exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l’acte d’engagement.

4-2. Prolongation des délais d’exécution propres aux différents lots

En vue de l’application éventuelle du troisième alinéa de l’article 18.2.3 du CCAG, le délai

d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours ouvrés constatés par le maître d'œuvre :

- soit lorsque les phénomènes naturels désignés dans le tableau ci-après ont dépassé les valeurs mentionnées dans le dit tableau et ont ainsi empêché l'exécution de la tâche considérée et que cette dernière se trouvait située sur le chemin critique du déroulement des travaux, sans qu'aucune tâche ne puisse lui être substituée ;
- soit lorsque tout travail a été arrêté pendant la journée considérée à cause des conséquences des intempéries qui ont dépassé les valeurs mentionnées dans le tableau ci-après, empêchant ainsi l'exécution de la tâche considérée et que cette dernière se trouvait située sur le chemin critique du déroulement des travaux, sans qu'aucune tâche ne puisse lui être substituée.

| Nature du phénomène | Intensité limite | Durée ou période de mesure |
|---------------------|------------------|----------------------------|
| Pluie | 2 mm | 24 heures |
| Vent | 80 km/h | 24 heures |
| Gel | 0°C | 24 heures |

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels : station météo la plus proche du chantier considéré.

Si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou de phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'œuvre peut prescrire l'arrêt momentané des travaux ou l'autoriser sur la proposition du titulaire, et le délai d'exécution est prolongé d'autant par décision du RMO.

Il est précisé que le décompte des journées d'intempéries est exprimé en jours ouvrés.

En cas de mauvaise organisation de la part du titulaire pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire la prolongation du délai d'exécution des travaux qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

4-3. Pénalités pour retard d'exécution – Primes d'avance

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 19.2.4 du CCAG.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG et en cas de retard sur des délais d'exécution d'un bon de commande, le délai minimum pendant lequel le titulaire peut présenter des observations est de 5 jours.

4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière de 300 €.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 20 % du montant total hors taxes du bon de commande considéré.

4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Sans objet.

4-3.3. Primes d'avance

Sans objet.

4-4. Autres pénalités

Les dispositions des articles 19.1.3 et 19.2.4 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire, à l'exception de l'article 4-4.6 qui fera l'objet d'une mise en demeure.

4-4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

4-4.2. Documents fournis après exécution

En application de l'article 19.3 du CCAG, la pénalité forfaitaire pour non fourniture des documents exigés à l'article 9-5 du CCAP, est égale à la pénalité journalière relative au retard d'exécution, soit une pénalité journalière de 300 €.

4-4.3. Documents nécessaires à l'exécution du marché

En cas de non-respect des délais fixés à l'article 8-1 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 150 €.

4-4.4. Rendez-vous de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 150 €.

4-4.5. Pénalités pour non-respect des tolérances géométriques du marquage

Les pénalités suivantes sont cumulables et s'appliquent dans les conditions définies à l'article 4.5.1 du CCTP, au montant TTC des travaux en cause :

Pénalités pour non respect des largeurs de bandes :

10 % + 1 % par pourcentage compris entre 90 et 95 % de la largeur théorique.

Pénalités pour non respect des longueurs de pleins :

10 % + 1 % par pourcentage d'écart moyen compris entre 5 et 10 % de la longueur théorique. L'écart moyen est calculé comme la moyenne de tous les écarts individuels ;

Pénalités pour non respect du rapport "pleins/vides" :

10 % + 1 % par pourcentage d'écart moyen compris entre 5 et 10 % du rapport théorique. L'écart moyen est calculé comme la moyenne de tous les écarts moyens individuels ;

Pénalités pour non respect de l'implantation des lignes longitudinales :

10 % + 1 % par centimètre d'écart par rapport au prémarquage compris entre 5 et 10 cm.

4-4.6. Clauses sociales

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire (non-réalisation, réalisation partielle, ou ne répondant pas au cadre défini), l'entreprise adjudicataire subira une pénalité (P) égale à $P = 2\,000 \text{ euros HT} \times \text{nombre d'actions d'insertion non réalisées}$

En cas de réalisation d'heures d'insertion, une pénalité égale à 60 euros l'heure d'insertion non réalisée sur le nombre d'heures attendues

Absence injustifiée à une réunion de suivi : 100€

En cas de non-sollicitation du facilitateur, non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des justificatifs : 150€ par document par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

4-4.7. Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

À défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 1 000 euros pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

4-4.8. Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-4 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000 €

4-4.9. Pénalité pour-non respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.4.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000 €

4-4.10. Autres pénalités diverses

- pénalité pour défaut de signalisation temporaire lorsque cette dernière est de la responsabilité du titulaire : 1 500 € par jour ;
- pénalité pour défaut d'éclairage en cas de travaux nocturnes : 500 € minimum par heure ;
- pénalités pour dépassement de l'horaire imposé de libération du chantier avant remise en circulation : 1 500 € par quart d'heure de dépassement entamé ;
- pénalités pour non-respect par le titulaire des dispositions des fiches produits agréées par le maître d'œuvre et/ou du Plan Assurance Qualité et/ou du mémoire technique : 500 € par disposition non respectée ;
- Pénalité forfaitaire pour mise en place d'un balisage non nécessaire : 2 000 € ;
- Pénalité pour atteinte à l'environnement ou dégradations réparables (exemple : rejet direct d'hydrocarbures ou de produits toxiques sur le chantier, dans les eaux superficielles ou dans le sol) : 2 000 €.
- Retard ou absence de la déclaration des déchets : en cas de retard ou d'absence de déclaration de suivi et de gestion des déchets sous les plateformes Trackdéchets et RNDTS, et dans la transmission du bilan déchets en fin de chantier : 1000 €.

Le titulaire aura obligation de soumettre au maître d'œuvre des propositions de mesures correctives pour remédier aux non-conformités.

4-5. Interventions urgentes

Le présent marché prévoit des interventions urgentes ayant pour objet la réalisation de travaux en semaine entre le lundi 14 heures et le vendredi 20 heures, hors jours fériés et hors plage horaire 20 heures – 07 heures.

Les interventions urgentes seront effectuées sur simple appel téléphonique ou courriel de l'une des personnes, habilitées à signer les commandes visées à l'article 1 du présent CCAP, à l'une des personnes désignées à l'article 3-2 de l'acte d'engagement et qui devra être joignable du lundi au vendredi, et de 08 heures à 18 heures chaque jour (hors jours fériés). Les interventions urgentes seront confirmées par bon(s) de commande.

Le titulaire devra alors être en mesure de commencer les travaux correspondants dans les délais maximaux suivants qui commenceront à courir à partir de la demande :

- intervention urgente de niveau 1 : délai de 6 heures ;
- intervention urgente de niveau 2 : délai 4 heures.

Le délai commence à courir à partir de l'appel.

Il est compté en heures/jours de non-intervention.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 10.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant minimum de la période du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à **35 %** du montant minimum initial TTC du lot si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de la reconduction.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors

au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Les dispositions du présent article s'appliquent, au marché reconductible, sur le montant de la période initiale et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RMO. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

6-1. Provenance des matériaux et produits.

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ), que le titulaire est tenu d'établir et de soumettre au visa du maître d'œuvre, définit les modalités des vérifications, essais et épreuves tant sur le chantier que sur les lieux de production qui relèvent du contrôle intérieur.

Les opérations de contrôle intérieur sont effectuées à la diligence et aux frais du titulaire.

Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, le laboratoire chargé des contrôles extérieurs est rémunéré directement par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 24.5 du CCAG, la fabrication d'éléments témoins est rémunérée au

titulaire.

6-3.1. Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le laboratoire de contrôle extérieur désigné par le Maître d'Ouvrage.

6-3.2. Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance sont assurées par le titulaire.

6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.

Sans objet.

ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES

7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux

S'il y a lieu, le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerait avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)

Le titulaire met à disposition un conducteur de travaux et un chef de chantier, justifiant d'une attestation AIPR encadrant.

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux

Le titulaire doit tenir compte des informations fournies par le maître d'ouvrage notamment celles concernant l'implantation de ses réseaux situés dans l'emprise des travaux à réaliser.

7-4. Piquetage général

S'il y a lieu et avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire contrairement avec le maître d'œuvre.

ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Par dérogation aux articles 28.1 et 28.2 du CCAG, les conditions particulières relatives à la période de préparation et au programme d'exécution des travaux seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande.

La prolongation de la période de préparation par ordre de service ne peut intervenir qu'après accord express du maître d'ouvrage.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- Par les soins du maître d'œuvre :
 - Transmission à l'entrepreneur des pièces graphiques du marché sous format informatique permettant au titulaire de réaliser les études d'exécution.
- Par les soins du titulaire :
 - Élaboration et présentation au maître d'œuvre du calendrier d'établissement des documents d'exécution dans le délai de 10 jours suivant l'ordre de service qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
 - Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du calendrier détaillé d'exécution des travaux, dans le délai de 10 jours suivant l'ordre de service qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
 - Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du SOGED, dans le délai de

15 jours à compter de la notification du bon de commande ;

- Par dérogation à l'article 28.2.2 2^{ème} alinéa du CCAG, établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, dans le délai de 15 jours suivant l'ordre de service qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation. Il est accompagné :
 - du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ;
 - du planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter ;
 - des dispositions détaillées du PAQ (procédures d'exécution, fiches de suivi, fiches des matériaux et produits, etc.).
- Établissement et remise au maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 8-2 du présent CCAP, des études d'exécution nécessaires pour le début des travaux dans le délai de 10 jours suivant l'ordre de service qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.

Pour les prestations soumises aux dispositions des articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11 du Code du Travail, les mesures à prendre pendant la mise en place sont précisées à l'article 8-4.9 ci-après.

Les prestations réalisées dans le cadre d'opérations qui relèvent la catégorie 2 ou 3 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993) feront l'objet d'une période de préparation selon les consignes données par le maître d'œuvre, selon les enjeux de coordination de l'opération.

Les mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS) seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande.

Lorsque le bon de commande concerne une opération de catégorie 2, les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) sont fournis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Lorsque le bon de commande concerne une opération de catégorie 3 présentant des risques particuliers inscrits sur la liste fixée par l'arrêté prévu à l'article L.4532-8 du Code du Travail, les Plans Particuliers Simplifiés de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSSPS) sont fournis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Par dérogation à l'article 28.2.2 3^{ème} alinéa du CCAG, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre et des récépissés des seules DICT indispensables au début des travaux.

8-2. Études d'exécution des ouvrages

Les conditions d'établissement des études d'exécution des ouvrages sont définies au CCTP et seront, s'il y a lieu, précisées à l'occasion de chaque commande.

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa du maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG, ces documents sont fournis en 2 exemplaires dont un sous forme de fichier informatique dans les formats et caractéristiques suivants : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites

Le maître d'œuvre fait part de ses observations au titulaire par écrit et dans un délai maximal de 10 jours ouvrables pour ce qui concerne les premiers examens des documents. Ce délai est ramené à 5 jours ouvrables pour ce qui concerne les examens ultérieurs de ces documents.

Seuls les plans d'exécution sont soumis au visa du maître d'œuvre. Les plans visés sans réserves recevront la mention « Bon pour exécution ». Les plans visés « Bon pour exécution » feront l'objet d'un indice supérieur au dernier indice ayant fait l'objet de réserves par le maître d'œuvre.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux.

8-3. Échantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agréments demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise

Le cas échéant, le titulaire ne bénéficie d'aucune facilité donnée par l'acheteur : aucun emplacement ne sera mis gratuitement à la disposition du titulaire, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux.

Les installations complémentaires et notamment celles à destination des matériels et de personnels de l'entrepreneur (matériels, fluides et énergie qui lui sont associés), sont à la charge du titulaire pendant toute la durée du marché tout comme l'entretien de ces installations.

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A - Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions

du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

L'intervenant qui a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité (échafaudage de façade, filet de protection, etc.) mis en place par un intervenant pour l'exécution de ses prestations spécifiques ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

B - Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

C - Moyens donnés au coordonnateur SPS

1. Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

2. Obligations du titulaire

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2-A du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;

- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

À la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

D - Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4^{ème} partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

Dispositions communes à tous les bons de commandes

L'organisation et les modalités d'exploitations sous chantier sont précisées par le maître d'ouvrage dans chaque bon de commande ; la circulation est, selon les situations, maintenue, interrompue ou déviée, éventuellement avec des restrictions. Elle est être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

Toute intervention sur la voie publique, modifiant les conditions de circulation, est soumise à la rédaction d'un dossier d'exploitation sous chantier, tel que décrit au CCTP et à la prise d'un arrêté de circulation, exposant les mesures d'exploitation, les périodes concernées, et le responsable de la pose et de la maintenance de la signalisation.

L'accès du personnel et du matériel de l'entreprise sur les routes nationales concernées par les prestations sera réglementé et le titulaire se conformera strictement aux règles de sécurité sur route nationale en service, définies par l'exploitant et aux indications données par le maître d'œuvre ou maîtrise d'ouvrage.

Le cas échéant, le Titulaire devra fournir un plan de circulation et de stationnement en tenant compte de la réglementation en vigueur, des indications données par le CEI ainsi que de l'éventuelle réalisation simultanée de travaux par d'autres entreprises.

La signalisation complémentaire des accès du chantier et au droit des travaux est réalisée par l'entreprise.

Elle devra être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

Le titulaire doit soumettre à l'agrément du maître d'œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci, le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du chantier, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier, ou d'un gilet rétro réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe c : matériels

mobiles alinéa 2 " feux spéciaux " de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I- 8^{ème} partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissent les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

Le Titulaire prendra toutes les précautions nécessaires pour qu'aucun apport de corps étranger ou de boue ne puisse être apporté sur les chaussées pendant la durée des travaux. Si tel était le cas, le chantier serait immédiatement arrêté jusqu'à ce que des mesures efficaces soient prises pour que de tels faits ne se reproduisent pas. Les frais de signalisation nécessaire au nettoyage seraient alors facturés au Titulaire, celui-ci ayant en plus à sa charge le nettoyage.

Les véhicules devront impérativement utiliser les échangeurs pour effectuer les demi-tours pour les autoroutes ou routes à 2*2 voies.

Dispositions particulières lorsque la signalisation temporaire et la sécurisation du chantier n'est pas confiée à l'entreprise (cas général)

Par dérogation à l'article 31.6 du CCAG, la signalisation au droit des travaux est prise en charge par le maître d'ouvrage qui assure la fourniture, la mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux et dispositifs nécessaires.

Dispositions particulières lorsque la signalisation temporaire et la sécurisation du chantier est confiée à l'entreprise (demande formalisée dans le bon de commande)

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée le cas échéant sous le contrôle du service ci-après :

- le district et le CEI du lot concerné, en fonction de la localisation du chantier.

Elle est conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui le modifie ;

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

La signalisation temporaire est réalisée par l'entreprise à la demande expresse du maître d'ouvrage (et formalisée dans le bon de commande).

Le titulaire assure la fourniture, la mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux et dispositifs nécessaires.

Le cas échéant, la signalisation des tronçons mis en sens unique alterné est réalisée par pilotage manuel à l'aide de piquets K10, sur les sections indiquées par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

Le cas échéant, la signalisation aux extrémités des sections où la circulation est interrompue et celle des itinéraires déviés sont réalisées par l'entreprise.

Le maître d'œuvre prévient le titulaire au moins 20 jours à l'avance de la date de mise en service de chaque itinéraire dévié, délai accordé à l'entreprise pour la mise en place de la signalisation qui lui incombe.

Le cas échéant, la signalisation des tronçons mis en sens unique alterné est réalisée par feux tricolores, et exécutée par l'entreprise.

Pour chaque chantier et pour chacun des éléments de signalisation le titulaire est tenu d'avoir en permanence en réserve le matériel nécessaire à la maintenance de la signalisation qu'il a mis en place, sauf indication contraire du maître d'ouvrage ou du maître d'oeuvre.

8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8-4.6. Démolition de constructions

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8-4.7. Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre

L'emploi des explosifs est interdit.

8-4.8. Dégradations causées aux voies publiques

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-4.9. Traçabilité des déchets

Conformément au décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments, le bordereau de suivi des déchets est dématérialisé via les plateformes Trackdéchets et RNDTS dans les 7 jours suivant leur expédition, leur réception, leur traitement ou leur valorisation. Les plateformes devront être renseignées dans la semaine suivant la date d'enlèvement des déchets. Le titulaire doit obligatoirement utiliser les plateformes numériques mises en place.

- Les déchets dangereux et amiantés font l'objet d'une déclaration à l'administration via la plateforme Trackdéchets. <https://app.trackdechets.beta.gouv.fr/login>
- Les déchets inertes, non dangereux et les terres excavées, y compris ceux dont le volume est inférieur à 500 m³, doivent aussi faire l'objet d'une déclaration numérique sur le Registre National des Déchets, Terres Excavées et Sédiments (RNDTS). <https://rndts-diffusion.developpement-durable.gouv.fr/fr/>

Enfin, pour l'ensemble des déchets (inertes y compris terres excavées, non inertes non dangereux et dangereux), le titulaire devra transmettre au plus tard un mois après la fin du chantier le bilan de gestion et valorisation des déchets produits.

8-4.10. Opérations de travaux ne relevant pas de la catégorie 2 ou 3 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993)

Il est fait application des dispositions suivantes :

- Les dispositions des articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11 du Code du Travail n'ont pas pour effet d'affecter les règles relatives aux responsabilités respectives des chefs d'entreprises à l'égard de leur propre personnel ;
- Dans la suite du présent article et en application de l'article R.4511-9 du Code du Travail, le terme "chef d'entreprise" s'applique au chef d'entreprise ou à son représentant habilité.

8-4.9.1 Dispositions à prendre pendant la mise en place du marché**A - Informations préalables à l'inspection commune des lieux de travail**

Dans un délai de 10 jours à compter du début de la mise en place du marché ou du début des interventions sur site, le titulaire transmet par écrit au chef de l'entreprise utilisatrice :

- La date de leur première intervention sur le site ;
- La durée prévisible de leur intervention ;
- Le nom et qualification de la personne chargée de diriger l'intervention sur le site ;
- Les noms de tous les sous-traitants ainsi que l'identification des prestations sous-traitées ;
- Le nombre prévisible de salariés affectés aux prestations se déroulant sur le site, y compris ceux des sous-traitants ;
- Le nombre total prévisible d'heures de travail pour réaliser ces prestations, y compris les sous-traitants ;
- Le nom et lieu de travail des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de chaque entreprise extérieure ;

B - Inspection préalable des lieux de travail - Analyse des risques

À l'initiative du chef de l'entreprise utilisatrice, il est procédé à une inspection commune des lieux de travail conformément aux articles R.4512-2 à 5 du Code du Travail.

Le chef de l'entreprise utilisatrice communique au titulaire les consignes de sécurité applicables aux prestations et concernant le personnel du titulaire.

Les chefs d'entreprises se communiquent toutes les informations nécessaires à la prévention des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations et les matériels.

Le même jour, à l'issue de cette inspection et au vu des informations communiquées, les chefs d'entreprises procèdent en commun à une analyse des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations et matériels.

C - Plan de prévention

Conformément aux articles R.4512-6 à 11 du Code du Travail, un plan de prévention est établi par les chefs d'entreprises.

8-4.9.2. Dispositions à prendre pendant l'exécution des prestations sur le site

- A) Il est rappelé qu'en application des articles R. 4512-15 et 16 du Code du Travail, les chefs d'entreprises extérieures doivent, avant le début d'exécution des prestations et sur le lieu même de leur exécution, faire connaître à l'ensemble des salariés qu'ils affectent à ces prestations, les dangers spécifiques auxquels ils sont exposés et les mesures prises pour les prévenir.
- B) Les chefs d'entreprises mettent en œuvre les mesures prévues par le plan de prévention. À son initiative ou à la demande d'un chef d'entreprise extérieure, le chef d'entreprise utilisatrice organise une ou des inspection(s) et réunion(s) auxquelles les chefs d'entreprises extérieures convoqués doivent obligatoirement participer. Les mesures décidées à l'occasion de ces inspections ou réunions font l'objet d'une mise à jour du plan de prévention.
- C) Le chef d'entreprise extérieure informe le chef d'entreprise utilisatrice de l'intervention de nouveaux salariés sur le site. Il est tenu de procéder à l'information de ces nouveaux salariés conformément au premier point du présent article.

8-4.9.3. Surveillance médicale des salariés

Aucune stipulation particulière.

8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Les travaux seront interrompus conformément au calendrier « de jours hors chantier » édité par le Ministère de la transition écologique.

Les modes d'exploitation sous chantier seront imposés par le maître d'œuvre au cas par cas sachant que les chantiers mobiles sont exclus sur tout le réseau de la DIR Nord-Ouest pour des raisons de sécurité.

Selon les axes traités et la gêne occasionnée aux usagers, le maître d'œuvre pourra imposer au titulaire des interventions dans les créneaux horaires de travail minimaux suivants :

- pour les travaux réalisés en journée :
 - du lundi au jeudi inclus : 09 h 30 – 12 h 00 et 13 h 00 – 16 h 30 ;
 - le vendredi : 09 h 30 – 12 h 00 ;
- pour les travaux réalisés de nuit : 22 h 00 – 05 h 00.

Les prix et les délais d'exécutions visés à l'article 4-1 du présent CCAP tiennent compte de ces sujétions.

8-6. Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG, il n'est pas prévu de registre de chantier.

ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX**9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux****9-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves**

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le CCTP à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au CCTP et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le CCTP à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au CCTP et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9-2. Réception

9-2.1. Réception des ouvrages

Les stipulations du CCAG sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

- Une réception est effectuée à l'issue de chaque commande.

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

9-2.2. Réceptions partielles

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-5. Documents fournis après exécution

Pour chaque bon de commande, le titulaire remet au plus tard le jour fixé pour les opérations préalables à la réception un dossier des ouvrages exécutés (DOE) conformément à l'article 2.4 du CCTP.

De plus, le titulaire devra remettre au maître d'œuvre dans un délai de 1 mois à compter de la réception de l'opération/des travaux : le bilan d'émission des gaz à effet de serre et le bilan de gestion et valorisation des déchets conformément à l'article 2.4 du CCTP.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, en 2 exemplaires dont un sous la forme de fichiers informatiques. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés :

- les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad,
- les autres documents :
 - ppt, doc, xls, pour Microsoft Office
 - sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice
 - pdf
 - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip
 - leurs noms devront être suffisamment explicites.

Le titulaire devra également communiquer les données géographiques suite aux différentes opérations de marquage réalisées. Ces informations devront être collectées au format SIG et devront être compatibles avec QGIS.

Le système de projection sera obligatoirement RG-93-Lambert 93 (EPSG 2154) et l'encodage UTF8.2. un fichier informatique (à intégrer dans un SIG de type geopackage ou shapefile).

Par ailleurs, le titulaire fournira une synthèse annuelle des bilans d'émission de gaz à effet de serre et des bilans de gestion et de valorisation des déchets de l'année N au plus tard au 31 mars de l'année N+1.

9-6. Délai de garantie

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-7. Garanties particulières

9-7.1. Garanties particulières des marquages pour lignes longitudinales

Les performances minimales du marquage, précisées à l'article 4.5.3.1 du CCTP, sont garanties pendant les délais suivants :

| | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|---------|--------|--------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|
| Marquage permanent de « rétablissement définitif » / produits de type PMA-NF2, (non VNTP), hors bandes préfabriquées | 5 ans | 3 ans | 2 ans | 3 ans | 4 ans | 3 ans | 4 ans | 3 ans | 4 ans | 3 ans | 4 ans | 3 ans | 4 ans | 3 ans | 4 ans |
| Marquage permanent de « rétablissement définitif » / produits de type PMA-NF2 (non VNTP) en bandes préfabriquées | | | 5 ans | | | | | | | | | | | 5 ans | |
| Marquage permanent de « rétablissement définitif » / produits de type VNTP en bandes préfabriquées | | | 7 ans | | | | | | | | | | | 7 ans | |
| Marquage permanent de « repassage définitif » / produits de type VNTP non structuré (type a) | 5 ans | 3 ans | 2 ans | 3 ans | 4 ans | 3 ans | 4 ans | 2 ans | 4 ans | 3 ans | 4 ans | 3 ans | 4 ans | 3 ans | 4 ans |
| Marquage permanent de « rétablissement définitif » / produits de type VNTP non structuré (type a), hors bandes préfabriquées | 5 ans | 3 ans | 2 ans | 3 ans | 4 ans | 3 ans | 4 ans | 2 ans | 4 ans | 3 ans | 4 ans | 3 ans | 4 ans | 3 ans | 4 ans |
| Dispositifs d'alerte sonore « DAS » | 7 ans | | | 5 ans | | 5 ans | | 5 ans | | 5 ans | | 5 ans | | | |
| Marquage permanent de « rétablissement définitif » / produits de type VNTP structuré (type b), hors DAS | 6 ans | 4 ans | 3 ans | 4 ans | 5 ans | 4 ans | 5 ans | 3 ans | 5 ans | 4 ans | 5 ans | 3 ans | 5 ans | 4 ans | 5 ans |
| Série L : marquage permanent « provisoire » / produits de type PMA-NF2 | 18 mois | 9 mois | 6 mois | 9 mois | 12 mois | 9 mois | 12 mois | 6 mois | 12 mois | 9 mois | 12 mois | 6 mois | 12 mois | 9 mois | 12 mois |
| Marquage temporaire pour lignes longitudinales / produits PMA-NF2 et de catégorie T | 6 mois | | | | | | | | | | | | | | |
| Marquage temporaire / produits de type PMA-NF2 et de catégorie TE (Temporaire Enlevable) | 12 mois | | | | | | | | | | | | | | |

9-7.2. Garanties particulières des marquages pour hachures

Les performances minimales des marquages, précisées à l'article 4.5.3.1 du CCTP, sont garanties pendant les délais suivants :

| Catégorie de chantier de marquage / type de produit | Délai de garantie |
|---|-------------------|
| Permanent de « repassage définitif » / produits de type PMA-NF2 (non VNTP) | 5 ans |
| Permanent de « rétablissement définitif » / produits de type PMA-NF2 (non VNTP) | 5 ans |
| Permanent « provisoire » / produits de type PMA-NF2 (non VNTP) | 2 ans |
| Temporaire / produits de type PMA-NF2 (non VNTP) et de catégorie T | 6 mois |
| Temporaire / produits de type PMA-NF2 (non VNTP) et de catégorie TE | 12 mois |

9-7.3. Garanties particulières des marquages pour lignes transversales

Les performances minimales des marquages, précisées à l'article 4.5.3.1 du CCTP, sont garanties pendant les délais suivants :

| Catégorie de chantier de marquage / type de produit / type de lignes | Délai de garantie |
|---|-------------------|
| Permanent de « repassage définitif » / produits de type PMA-NF2 (non VNTP) / Toutes lignes | 3 ans |
| Permanent de « rétablissement définitif » / produits de type PMA-NF2 (non VNTP) / Toutes lignes | 3 ans |
| Permanent « provisoire » / produits de type PMA-NF2 (non VNTP) / Toutes lignes | 9 mois |
| Temporaire / produits de type PMA-NF2 (non VNTP) et de catégorie T / Toutes lignes | 6 mois |
| Temporaire / produits de type PMA-NF2 (non VNTP) et de catégorie TE / Toutes lignes | 12 mois |

9-7.4. Garanties particulières des marquages pour flèches de rabattement ou directionnelles

Les performances minimales des marquages, précisées à l'article 4.5.3.1 du CCTP, sont garanties pendant les délais suivants :

| Catégorie de chantier de marquage / type de produit / type de flèches | Délai de garantie |
|--|-------------------|
| Permanent de « repassage définitif » / produits de type PMA-NF2 (non VNTP) / Toutes flèches | 4 ans |
| Permanent de « rétablissement définitif » / produits de type PMA-NF2 (non VNTP) / Toutes flèches | 4 ans |
| Permanent « provisoire » / produits de type PMA-NF2 (non VNTP) / Toutes flèches | 4 ans |
| Temporaire / produits de type PMA-NF2 (non VNTP) et de catégorie T / Toutes flèches | 6 mois |
| Temporaire / produits de type PMA-NF2 (non VNTP) et de catégorie TE / Toutes flèches | 12 mois |

9-7.5. Garanties particulières des marquages pour passages piétons

Les performances minimales des marquages, précisées à l'article 4.5.3.1 du CCTP, sont garanties pendant les délais suivants :

| Catégorie de chantier de marquage / type de produit | Délai de garantie |
|---|-------------------|
| Permanent de « repassage définitif » / produits de type PMA-NF2 (non VNTP) | 3 ans |
| Permanent de « rétablissement définitif » / produits de type PMA-NF2 (non VNTP) | 3 ans |
| Permanent « provisoire » / produits de type PMA-NF2 (non VNTP) | 12 mois |

9-7.6. Prise en charge des dépenses d'exploitation liée l'organisation des chantiers réalisés dans le cadre des garanties

Les mesures d'exploitation sous chantier nécessaires à la réalisation des travaux résultant de la mise en œuvre des clauses de garantie du présent marché, seront définies par la DIR Nord-Ouest.

La DIR Nord-Ouest sera également libre d'autoriser ou non le titulaire à mettre en place et à assurer la maintenance des mesures de signalisation temporaire correspondantes.

Dans le cas où elle assurerait elle-même ces prestations, la DIR Nord-Ouest les facturera au titulaire en application des barèmes en vigueur au moment des travaux (coûts définies par l'arrêté du 29 mars 2013 n°NOR TRAT1308273A, actualisé chaque année au 1^{er} janvier).

ARTICLE 10. RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RMO des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.3.1.h du CCAG.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RMO, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP et dans les conditions de l'article 51.1.2 du CCAG.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en sauvegarde, en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à 5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Le maître d'ouvrage, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du CCP et de l'article 21.1 du CCAG Travaux en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. L'article 21.1 du CCAG définit en particulier les publics éligibles, les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle par le titulaire et par le maître d'ouvrage ainsi que le rôle du facilitateur désigné ci-dessous.

Cette clause est applicable à la totalité du marché.

Pour l'exécution du marché, le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Tableau des actions d'insertion à réaliser pour les lots retenus

| Lot | Libellé du lot | Modalité d'action d'insertion | Quantité |
|------------|---------------------------|--------------------------------------|---|
| Lot n°1 | District Normandie Centre | Autre considération sociale | 1 action d'insertion à réaliser par année d'exécution du marché |
| Lot n°2 | District Manche-Calvados | Autre considération sociale | 1 action d'insertion à réaliser par année d'exécution du marché |
| Lot n°3 | District de Rouen | Autre considération sociale | 1 action d'insertion à réaliser par année d'exécution du marché |

Le titulaire qui se verra attribuer un lot, devra réaliser l'action d'insertion correspondante, dans

les conditions prévues ci-après par le présent article.

Si l'entreprise attributaire propose dans son offre, un nombre d'actions supérieur au minimum requis, c'est cette proposition qui sera contractuelle.

Aussi, le présent CCAP considère expressément cette clause comme une condition d'exécution obligatoire du marché.

11-1. Public éligible

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle doivent répondre au moins à l'un des critères suivants :

Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :

- a) personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
- b) personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
 - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI)
 - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI)
- c) personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- d) personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Établissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Écoles de la deuxième Chance (E2C) ; les plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE) ;
- e) personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- f) personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- a) demandeurs d'emploi de longue durée inscrits à France Travail (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- b) bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- c) personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi inscrits à France Travail fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- d) bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- e) jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi inscrits à France Travail : sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ; diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- f) demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) inscrits à France Travail ;
- g) jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie

Jeunes ;

h) Demandeurs d'emploi inscrits à France Travail résidant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville ;

i) personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;

j) personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de France Travail, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

Préalablement à la mobilisation des publics sur l'action retenue, le critère d'éligibilité doit être validé par le facilitateur mandaté par l'acheteur. En cas de non-validation de l'éligibilité des publics, les entreprises sont informées que l'action réalisée ne sera pas valorisée au titre de la clause sociale d'insertion.

11-2. Modalités d'exécution "Autre considération sociale"

Les actions d'insertion comptabilisées au titre de la clause doivent être en lien avec l'objet du marché. Chaque action retenue sera préalablement validée par le facilitateur concerné.

L'entreprise a le choix entre plusieurs actions mobilisables, voir ci-après liste d'actions possibles, non exhaustive :

| Nom de l'action | Descriptif succinct de la modalité |
|--|--|
| Réalisation d'heures d'insertion* | Par la mise à disposition ou un recrutement direct de salariés relevant de l'insertion, ou sous-traitance Le nombre d'heures d'insertion attendu est d'au moins 150 heures par lot concerné. |
| Immersion en entreprise | Stage conventionné et non rémunéré pour des personnes éloignées de l'emploi en vue de valider une orientation professionnelle ou découvrir un métier, dans le cadre d'un partenariat avec le SPE (Service Public de l'Emploi : France Travail, Mission locale, Cap Emploi) avec une convention de stage (PMSMP) d'une durée minimale de 35 heures. |
| Accueil d'un stagiaire de la formation professionnelle | Accueil d'un stagiaire de la formation professionnelle, durant son parcours de formation. |
| Visite de l'entreprise | Accueil dans l'entreprise d'un groupe de personnes relevant de l'insertion et souhaitant travailler dans le secteur correspondant à l'objet du marché. |
| Présentation métiers et activités de l'entreprise | Sur site, au sein de l'entreprise ou au sein d'une structure emploi / insertion. La présentation du métier devra avoir lieu au bénéfice de personnes souhaitant travailler dans le secteur professionnel qui fait l'objet du marché. |

| | |
|--|--|
| | La présentation devra être assurée a minima par un professionnel de l'entreprise œuvrant à la réalisation de l'objet du marché ET une personne du service Ressources Humaines de l'entreprise qui viendra expliquer les modalités de recrutement sur les postes de l'entreprise en lien avec l'objet du marché. |
| Présence de l'entreprise sur des événements « emploi » | Forums de recrutement, salon emploi / formation, job-dating, selon le calendrier des manifestations locales... L'entreprise devra y présenter en priorité les postes en cours de recrutement pour la réalisation de l'objet du marché. |
| Enquête-métiers | L'attributaire recevra en entretien individuel d'une durée minimal d'une heure au moins une personne en insertion sur la base d'un questionnaire sur son métier en lien avec l'objet du marché et ainsi favoriser son orientation professionnelle. |
| Simulation d'entretien d'embauche | Mobilisation des équipes en charge des recrutements et retours qualitatifs. |
| Prestations diverses avec une structure inclusive | Recours à une structure inclusive locale pour des prestations diverses (communication, restauration, conditionnement...) Ce recours à une prestation (ou à des prestations) doit a minima représenter 1% du chiffre d'affaires annuel de la prestation objet du marché annuel et se faire au bénéfice des équipes ou du contenu de la prestation objet du marché. |
| Présence de l'entreprise sur des événements partenariaux | Autour de l'Achat Socialement Responsable, la Responsabilité Sociale de l'Entreprise, du développement de l'Economie Sociale et Solidaire...pour présenter les démarches et réalisations de l'entreprise dans le cadre du périmètre de ce marché. |

* Précisions sur les dispositions spécifiques relatives aux heures d'insertion

La mise en œuvre de la clause d'insertion professionnelle peut s'effectuer librement selon les trois modalités suivantes :

- Par une embauche directe par l'entreprise adjudicataire :
 - En contrat à durée indéterminée (CDI)
 - En contrat à durée déterminée (CDD), contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage)
- Par la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise adaptée de travail temporaire (EATT), ou à une entreprise adaptée (EA), ou à un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT)
- Par le recours à la sous-traitance :
 - Le titulaire reste responsable de l'exécution du marché, de l'obligation d'insertion et sera assujetti aux pénalités prévues en cas de manquement. Il appartient à cet égard au titulaire de responsabiliser ses sous-traitants sur la réalisation de la clause sociale d'insertion, dans le cadre du contrat de sous-traitance.

○ En cas de recours à la sous-traitance auprès d'entreprises classiques, le titulaire doit obligatoirement recueillir l'accord du facilitateur, quant à la répartition de la volumétrie d'insertion entre lui (heures en nom propre) et ses sous-traitants, pour s'assurer qu'elle répond à due proportion des travaux ou prestations correspondant à la part du marché de chacun. En fonction des éléments recueillis auprès du titulaire, le facilitateur s'assurera que l'obligation d'insertion imputée au sous-traitant dans son contrat, est réaliste et réalisable, au regard de plusieurs éléments transmis (montant HT du contrat, durée d'intervention du sous-traitant, nature de l'intervention (secteur d'activité du sous-traitant, part main d'œuvre), tout autre élément jugé utile par le facilitateur).

○ En cas de recours à la sous-traitance inclusive, celle-ci se fait dans l'esprit d'une relation fournisseur responsable, avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH)

Spécificité du Groupement Momentané d'Entreprises (GME)

En cas de groupement momentané d'entreprises retenu, celui-ci doit obligatoirement recueillir l'accord du facilitateur, quant à la répartition de la volumétrie des heures d'insertion entre les co-traitants qui composent le groupement, pour s'assurer qu'elle répond à due proportion des travaux ou prestations correspondant à la part du marché de chacun. Le mandataire est l'interlocuteur privilégié du facilitateur, puisqu'il représente le groupement vis-à-vis du donneur d'ordre.

En cas de difficultés de réalisation des heures, le facilitateur devra être informé par le mandataire de la nature juridique du groupement, de l'étendue et de la durée de la solidarité, afin d'identifier les responsabilités de chaque entreprise sur le volet Insertion.

IMPORTANT : l'adjudicataire est seul responsable envers l'adjudicateur. C'est la raison pour laquelle, s'il choisit la mise à disposition ou la sous-traitance, il est de sa responsabilité de centraliser et fournir au facilitateur désigné, tous les éléments permettant le suivi et le contrôle de la mise en œuvre de la clause (tableau de suivi des heures, éléments administratifs des salariés en insertion (attestation d'éligibilité à la clause, CV, attestation d'embauche)) (cf. § 6).

Si l'action d'insertion repose sur un sous-traitant, la sous-traitance ne devra pas remettre en cause l'engagement du titulaire du marché. Le titulaire s'engage alors à valider l'action d'insertion auprès de son sous-traitant avec l'appui du facilitateur, afin de garder la lisibilité et le bon équilibre de la démarche initiale.

Le titulaire a la possibilité de changer d'action chaque année en nous informant de son souhait. Il peut aussi faire la même action chaque année. Un titulaire ayant plusieurs lots peut proposer des actions différentes selon les lots.

11-3. Dispositif d'accompagnement des entreprises

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette condition d'exécution, le maître d'ouvrage met à disposition une ingénierie d'insertion qui s'appuie sur d'une part la coordination régionale Normandie et d'autre part les facilitateurs de la clause sociale d'insertion.

Dans le cadre de la réponse à appel d'offre, les entreprises désireuses d'obtenir des informations peuvent ainsi prendre contact avec la coordinatrice régionale :

Céline PERRIOT

02 31 44 42 45 / 07 72 51 09 47 / c.perriot@calmec.fr

Le maître d'ouvrage informe la coordination régionale de la notification des entreprises attributaires ; la coordinatrice régionale identifie et relaye cette information aux facilitateurs qui pourront se mettre en relation avec l'entreprise pour l'appuyer dans la mise en œuvre.

Il est attendu des facilitateurs identifiés d'accompagner et guider l'entreprise dans la mise en œuvre de la clause sociale d'insertion :

- De venir en appui dans le choix de la modalité d'exécution de la clause sociale d'insertion. Ses prérogatives n'empiètent nullement sur le principe du libre choix de l'entreprise.
- D'apporter son assistance dans la réalisation de l'action, en mobilisant le cas échéant son réseau partenaire

Il reste néanmoins que l'entreprise conserve l'entière responsabilité de la mise en œuvre de la clause d'insertion.

Précision importante dans la prise de contact : l'entreprise adjudicataire s'engage à contacter le coordinateur régional dans un délai de 30 jours calendaires à compter de sa notification effective, et désigne un interlocuteur « Insertion ». Il est de la responsabilité de l'entreprise de prendre contact avec le coordinateur désigné au CCAP. Dès lors, ce manquement entraîne l'application de pénalités (cf. article 4-4.6).

11-4. Globalisation des actions d'insertion

Le maître d'ouvrage accepte l'application du principe de globalisation des actions d'insertion, pour une entreprise attributaire de plusieurs lots sur ce marché.

Elle est mise en œuvre à la demande de l'entreprise adjudicataire et sous contrôle du facilitateur ; elle vise à la réalisation de prestations conformes aux différents marchés du maître d'ouvrage.

Elle intervient dans l'intérêt conjoint de l'entreprise adjudicataire et des publics en difficulté d'insertion, car elle facilite d'une part la gestion de la clause par l'entreprise adjudicataire et sécurise d'autre part les parcours d'insertion qui peuvent alors davantage s'inscrire dans la durée et la qualité.

La globalisation implique de respecter une concordance entre la durée d'exécution du contrat public et les dates du ou des contrat(s) de travail des personnes éligibles à cette condition d'exécution de réalisation des actions d'insertion. Au niveau du décompte, les actions d'insertion sont affectées à chacun des lots concernés, à due proportion. Le facilitateur est garant du reporting.

La demande est déclarée recevable par le ou les facilitateurs sur la base des critères cumulatifs suivants :

- Si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion ;
- Si la faculté de globaliser est prévue par le contrat (inscription dans les dispositions contractuelles prévues par le CCAP) et que le maître d'ouvrage a recours à un facilitateur pour le suivi d'exécution de la clause sociale d'insertion ;

- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du ou des facilitateurs ;
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

11-5. Les modalités de contrôle, suivi et évaluation

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A la demande du maître d'ouvrage, le titulaire fournit au facilitateur, dans le délai qui lui sera imparti, tout renseignement utile, propre à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action par le facilitateur. Il s'agira d'apporter le ou les justificatifs demandés par le facilitateur, selon l'action choisie.

Par ailleurs, l'entreprise titulaire peut demander au facilitateur une attestation de réalisation de ses engagements.

En cas de non-transmission des renseignements permettant le contrôle de l'exécution de l'action, l'action ne sera pas comptabilisée au titre de la clause sociale d'insertion. Dès lors, l'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités.

En cas de difficulté à assurer son engagement, le titulaire doit, dès leur survenance, en informer le maître d'ouvrage et le facilitateur, qu'il rencontre des difficultés, afin d'étudier ensemble, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de difficultés économiques établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire en informe le facilitateur qui retransmet au pouvoir adjudicateur ; ce dernier décide de la suspension ou de la suppression partielle ou totale de la clause sociale d'insertion.

Au-delà de ces difficultés, en cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, de l'AE et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

| | | |
|--------------|---------------------|--|
| CCAP 1-1 | Déroge à l'article | 28.1 du CCAG |
| CCAP 1-6.3.4 | déroge à l'article | 8.1.3 du CCAG |
| CCAP 2 | déroge à l'article | 4.1 du CCAG |
| CCAP 3-2.3 | déroge à l'article | 14.4.3 du CCAG |
| CCAP 3-2.5 | déroge aux articles | 12.1.1, 12.1.7, 12.3.1 et 12.4.4 du CCAG |
| CCAP 3-2.7 | déroge à l'article | 10.4 du CCAG |
| CCAP 3-3.3 | déroge aux articles | 12.2.1 et 19.4 du CCAG |
| CCAP 3-5 | déroge aux articles | 3.8.1 et 13.5 du CCAG |
| CCAP 3-6 | déroge à l'article | 14.4.3 du CCAG |
| CCAP 4 | déroge à l'article | 19.2.1 du CCAG |
| CCAP 4-3 | déroge à l'article | 19.2.4 du CCAG |

| | | |
|------------|---------------------|--------------------------|
| CCAP 4-3.1 | déroge aux articles | 19.2.2 et 19.2.3 du CCAG |
| CCAP 6-3 | déroge aux articles | 24.5 et 24,7 du CCAG |
| CCAP 8-1 | déroge aux articles | 28.1 et 28.2 du CCAG |
| CCAP 8-2 | déroge à l'article | 29.1.4 du CCAG |
| CCAP 8-4.4 | déroge à l'article | 31.6 du CCAG |
| CCAP 8-6 | déroge à l'article | 28.5 du CCAG |
| CCAP 9-1.1 | déroge à l'article | 24.7 du CCAG |
| CCAP 9-1.2 | Déroge à l'article | 38 du CCAG |
| CCAP 9-2.1 | déroge à l'article | 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG |
| CCAP 9-5 | déroge à l'article | 40 du CCAG |
| CCAP 10 | déroge à l'article | 50.3.1 du CCAG |

b) CCTG et CPC travaux publics :

Sans objet.

c) Normes françaises homologuées :

Sans objet.

d) Autres normes :

Sans objet.